

## LES EPREUVES DE LA VIE

### COMPRENDRE AUTREMENT LES FRANÇAIS

(Livre de Pierre Rosanvallon de 2021 au Seuil)

#### INTRODUCTION

Le but de cet essai : partir de façon plus subjective de la perception qu'ont les Français de leur situation personnelle plutôt que de partir des théories, des structures globales de la société, ou des sondages. Rosanvallon se propose d'analyser les épreuves de la vie, l'expérience d'une souffrance, d'une difficulté de l'existence par rapport aux obstacles mais aussi la façon d'appréhender le monde, le comprendre, le critiquer.

Trois types d'épreuves peuvent être distinguées :

- de l'individualité et de l'intégrité personnelle (harcèlements, violences, manipulations...) soit des pathologies de la relation individuelle ayant une dimension systémique,
- du lien social, notamment en rapport avec la hiérarchie, la domination ayant une dimension collective (mépris, injustices, discriminations)
- de l'incertitude géopolitique, climatique, liée à des risques nouveaux.

Dans une atmosphère de désenchantement politique les épreuves de la vie redessinent la carte du social et entraînent des mobilisations collectives nouvelles. Les épreuves ont un impact personnel suscitant des émotions entraînant de nouveaux comportements par rapport à autrui ainsi qu'aux institutions. Mais elles ont aussi une dimension collective.

Les faits sociaux dans lesquels se mêlent le psychologique, le politique et le social impliquent des attentes en conséquence qui seront analysées dans ce livre.

La notion d'intérêt de classe a perdu de sa centralité pour expliquer les rapports de domination. L'économie des rapports de production et de distribution, la sociologie des déterminismes sociaux gardent leur pertinence mais de nouveaux outils deviennent nécessaires.

#### LES EPREUVES DU MEPRIS

Mépriser une personne c'est l'estimer inférieure, indigne d'intérêt ou d'attention.

Le mépris est un des traits caractéristiques des sociétés aristocratiques fondée sur une stricte hiérarchie des rangs. La distance sociale est alors institutionnalisée, voire intériorisée, et se traduit en une relation de déférence vis-à-vis des catégories jugées supérieures.

Les révolutionnaires de 1789 ont aboli par décret cet ancien monde d'ordres séparés. La Nation est un corps d'associés vivant sous une loi commune, un ensemble de Citoyens. Mais très vite une marche arrière : des hiérarchies sociales, des barrières de classe et de nouvelles formes de mépris public refont surface (suffrage censitaire par exemple).

#### Le mépris d'en haut

Un mépris de distance (remplaçant la peur) vis-à-vis des classes populaires, ouvriers, paysans, allant parfois jusqu'à une répulsion physique. Les basses classes étant considérées comme une autre espèce humaine dans un monde d'égalité politique.

Un mépris de distinction d'abord chez les artistes, les classes élevées cherchant à se singulariser. Freud parlerait du « narcissisme des petites différences ». A la fois quête positive de singularité mais aussi rivalité de position. Ce mépris de distinction a pris différentes formes dans la société touchant toutes les classes sociales : discrédit sur le travail manuel ou certaines positions subalternes, regard condescendant de la ville sur la campagne, distinction d'ordre culturel (cf Pierre Bourdieu).

Un mépris de condescendance, soit une certaine sollicitude qui rabaisse l'autre, une attitude paternaliste. Pour les élites républicaines et révolutionnaires une partie du peuple est considérée comme incapable, notamment de voter du fait d'un manque d'éducation, d'instruction. Ce mépris des classes dirigeantes pour un peuple considéré comme immature s'est diffusé dans la société d'autant plus que s'affirmait l'impératif d'égalité.

Un mépris d'indifférence : les individus sont de simples rouages anonymes, invisibles, dont l'existence est niée ou méprisée ainsi que leur utilité sociale. C'est une vraie violence symbolique car soustrait à la reconnaissance d'autrui. Ce fait a pris de l'importance, a même été médiatisé pendant le Covid. Ces « invisibles » devenaient indispensables au fonctionnement de la société !

Au cours de l'histoire des classes populaires ces différents mépris, « d'en haut » ont été relativisés, compensés. Ainsi on peut donner l'exemple de la classe ouvrière fière de son travail et formant une communauté de vie, ayant une conscience de classe. Une opposition entre « eux » (ceux d'en haut) et nous (les ouvriers) se traduit par une confrontation entre deux puissances. Les syndicats organisent des actions collectives rendant visible leur existence.

### Le mépris d'en bas

De profonds bouleversements sociologiques à partir des années 80 ont entraîné la recherche de nouveaux moyens d'affirmation sociale, notamment chez les ouvriers. Un certain vide psychologique et identitaire oblige les catégories populaires à utiliser des voies nouvelles pour résister à la domination de classe. Deux voies principales peuvent être empruntées pour résister à la domination de classe. Les possibilités d'avancées, ou même de résistances se sont réduites du fait de la révolution technologique et du déclin de la puissance des syndicats.

Une première voie : devenir les gardiens des valeurs traditionnelles contre les élites politiques, culturelles, intellectuelles et moins contre le capitalisme, contre les patrons. Les combats pour des valeurs apparaissent alors plus violents et décisifs que les oppositions d'intérêts économiques.

Un second mode de résistance plus négatif se traduit par une recherche de distinction par rapport aux catégories situées plus bas socialement. Ainsi se différencier de ceux qualifiés « d'assistés » ou de « cassoc » permet de retrouver une forme de dignité. Ainsi en rejetant les plus bas qu'eux, les plus démunis, ils retrouvent une certaine estime de soi. Une identité de mépris peut aussi servir de fondement dissimulé à une fierté retrouvée,

Nous pouvons dans un premier temps parler de ce que Rosanvallon appelle le sexisme compensateur. La soumission des femmes constituant un élément structurant de la fierté masculine et cela d'autant plus lorsque les hommes se trouvaient dans une position sociale dominée, sorte de compensation domestique. Ceci peut encore exister dans la Société actuelle mais le statut des femmes a profondément évolué et leur soumission n'est plus vraiment de mise ! Par contre le second exemple de mépris compensateur, soit le nationalisme xénophobe est encore, voire, plus présent aujourd'hui. Les étrangers, pour les travailleurs les moins qualifiés, sont jugés inférieurs leur donnant ainsi un privilège d'identité., la fierté d'être Français. Le chauvinisme national a alors été et est encore pour nombre d'individus situés en bas de l'échelle sociale le mode d'expression pervers d'une dignité perdue. Aux Etats-Unis c'est le privilège d'être blanc qui sert de mécanisme compensateur.

Le mépris d'en haut alimente le ressentiment et le mépris d'en bas est destructeur du lien social. Le mépris devient système au cœur de la question sociale.

Du ressentiment à l'attente de dignité avec le tournant des Gilets Jaunes. Ce fût un mouvement composite (ouvriers, employés, artisans, chefs d'entreprises, commerçants, etc...) donc difficile de l'appréhender en termes de classes au sens traditionnel. Le lien qui unit les manifestants est le sentiment d'être méprisés. Ce mouvement est original, semble une nouvelle forme de protestation. Des caractéristiques différentes des autres mouvements : les lieux, des ronds-points, des petits groupes dispersés sur le territoire, une visibilité avec la couleur jaune. Ainsi, une volonté d'être vus, reconnus, une expérience réflexive en parlant avec les automobilistes. La médiatisation de leur mouvement leur donne un sentiment de légitimité, d'importance, la reconquête d'une certaine fierté. La place des affects dans ce mouvement explique qu'il soit resté difficile à comprendre par les partis et les syndicats. Éprouver du ressentiment c'est en effet se considérer comme rabaisé, infériorisé ou méprisé par autrui sans être en mesure d'analyser lucidement cette situation et de trouver les moyens d'inverser la domination que l'on subit. Et le ressentiment est l'axe majeur du populisme. L'élite méprisante ou l'envahisseur menaçant deviennent des objets légitimement haïssables sans revendications précises. Une attente de dignité devient de plus en plus prégnante. Le terme de dignité a d'abord eu une définition sociologique avant de prendre la connotation morale et philosophique que nous lui connaissons. La dignité est devenue un attribut inaliénable de l'individu, un de ses éléments constitutifs. Et deviendra aussi un mode de traitement de l'individu. Une politique de reconnaissance est le complément nécessaire d'une politique de dignité.

### L'ÉPREUVE DE L'INJUSTICE

L'accroissement des inégalités de revenus et de patrimoines, a donné à la question des rapports de distribution plus d'importance qu'à celle des rapports de production qu'à la critique du capitalisme. Et pourtant la dénonciation des inégalités n'est pas au coeur des mouvements sociaux.

Les riches ne constituent pas une classe sociale car ne se définissent pas par une position identique dans le système de production. C'est un ensemble très hétérogène. Ce sont des privilégiés mais représentent pour les autres une réalité abstraite, un autre monde faisant rêver ou envie mais ne suscitant pas vraiment d'indignation. Ce sont plutôt les petites inégalités qui indignent, ressenties comme des injustices subies.

En effet, le sentiment d'injustice a une dimension personnelle et subjective. Ce sont les situations vécues et non des faits sociaux objectifs mesurés par les statistiques qui constituent des expériences ressenties comme des injustices. Elles entraînent des réactions émotionnelles d'indignation. Ce sont les révoltes contre l'injustice qui ont en grande partie fait l'histoire.

De nouveaux facteurs ont accru la sensibilité aux injustices à partir des années 90. certains sociologues ont parlé « d'un nouvel âge des inégalités ». Des inégalités intra catégorielles y compris dans le monde ouvrier, sont devenues plus importantes ou plus visibles. L'auteur introduit la notion d'individualisme de singularité. L'individualisme à l'origine, est lié à la célébration de l'individu porteur de droits inaliénables (individualisme d'universalité), à un idéal d'égalité. L'individualisme de singularité représente une nouvelle étape de l'émancipation humaine avec le désir d'accéder à une existence pleinement personnelle. L'individu est alors déterminé par sa propre histoire, par les épreuves subies au cours de sa vie et pas seulement par sa condition sociale engendrant de nouvelles attentes démocratiques. Chacun veut se distinguer des autres, être regardé dans sa particularité, ne pas être un simple numéro et d'être injustement traité.

Rosanvallon distingue deux types d'injustices, celles de position et celles de situation.

Les injustices de position (ou de proximité) sont ressenties en se comparant aux proches, en constatant un écart non justifié dans les conditions de travail, les salaires, la considération etc... Cette sensibilité à de telles injustices s'est accrue du fait des mutations du capitalisme. Autrefois et notamment à partir de 1945, une grille de qualification est établie (Parodi-Croizat) s'appuyant sur des conventions collectives par branche. Elle est considérée comme relativement objective : une place stable pour chacun en fonction de ses diplômes, de sa formation, de son expérience, de sa qualification tout ceci déterminant les conditions d'embauche. Mais ce système s'est progressivement fissuré. Des années 70 à aujourd'hui nous sommes passés d'un capitalisme d'organisation à un capitalisme d'innovation d'où un nouveau mode d'extraction de la plus-value. L'ouvrier ou

force de travail de l'ère fordiste a cédé la place à une valorisation des capacités individuelles de création et à des qualités de réactivité, de flexibilité. Le travail s'est singularisé. La notion de qualification a été remplacée par celle de compétence reposant sur l'engagement et la mobilisation des salariés, leur coopération, leur responsabilité. Ces changements ont des conséquences en termes de stress, de pression psychologique. A tout ceci il faut ajouter le rôle accru des actionnaires, les interventions du monde de la finance. La sphère dirigeante est de plus en plus coupée, éloignée du monde des travailleurs tout en imposant des normes de résultats en termes de profits, de productivité.

Les injustices de situation sont relatives à l'appréhension de règles générales accusées de ne pas prendre en compte les situations particulières, à l'aveuglement des décideurs parisiens aux réalités vécues par les gens. Le sentiment d'injustice est alors lié à une méconnaissance de ce que vivent les gens, à une distorsion de mesure car de nombreuses injustices n'apparaissent pas dans les statistiques, vision technocratique reposant sur des moyennes. L'attention aux parcours individuels devra de plus en plus être prise en compte dans les politiques sociales. En effet les individus en difficulté ne constituent pas des catégories, des classes sociales (par exemple, les chômeurs de longue durée, les ménages surendettés, les nouveaux pauvres, etc...).

Le fait de partager une émotion est une façon de créer du commun, de constituer une communauté d'expérience suscitant l'indignation. Être indigné c'est tracer une ligne de partage entre ce que l'on conçoit comme acceptable et ce que l'on considère comme intolérable, ici les injustices. Paul Ricoeur écrit : « c'est dans l'indignation que se forme et s'éduque le désir de justice ». Les communautés d'action ne se forment pas seulement autour d'intérêts communs mais aussi à partir d'un sentiment d'appartenance à un monde confronté aux mêmes événements. La société salariale s'est progressivement déconstruite avec l'affaiblissement des conventions collectives remplacées par des négociations au niveau de l'entreprise. Des formes inédites de collectifs conduisant à des projets communs se sont constituées aidées par le développement des réseaux sociaux et non liées à des institutions existantes.

### L'ÉPREUVE DE LA DISCRIMINATION

Dans le langage juridique le terme discrimination désigne une différence de traitement ayant un caractère illégal donc du ressort du code pénal. Les différences de traitements peuvent avoir des caractéristiques objectives (le sexe, l'origine, le handicap...) mais aussi concerner l'exercice des libertés (mœurs, opinion politique, activité syndicale, religion...) Le champ de la discrimination s'est progressivement élargi en rapport avec l'évolution de la Société (orientation sexuelle, identité de genre, apparence physique...). La difficulté dans ce domaine de la discrimination est d'établir, de mesurer les faits répréhensibles d'où un petit nombre de délits établis et sanctionnés. Le sentiment d'être discriminé se confond souvent avec la perception d'une stigmatisation qui définit une relation sociale mais n'est pas une catégorie juridique. Le terme de discrimination s'est progressivement imposé à partir de la question des banlieues dans le débat public et en 1989 est créé le Haut Conseil à l'Intégration. Plusieurs rapports de cet organisme, mais aussi du Ministère de l'Emploi et de la Solidarité, et de l'INSEE ainsi que de l'INED s'alarment sur la réalité des discriminations. En 2004 est créée la Haute autorité de lutte contre les discriminations et pour l'Égalité (HALDE) qui va jouer un rôle majeur de sensibilisation du public aux discriminations mais sera supprimée en 2011.

Comment mesurer les discriminations ? Différents moyens peuvent être utilisés : la partie des inégalités non expliquées, des tests de situation à partir d'échantillons, ou aussi en interrogeant directement les individus victimes. Les discriminations ainsi constatées sont devenues centrales dans la question sociale. La sensibilité aux discriminations n'a cessé de se renforcer car directement indexée sur une attente d'égalité de plus en plus impérieuse. Elles peuvent être vues comme une pathologie de l'Égalité. Le sentiment d'être discriminé n'existe pas dans les Sociétés fondées sur une hiérarchie instituée des conditions. Dans le monde d'aujourd'hui régi par un imaginaire égalitaire il en va différemment. Chacun peut trouver sa voie et devenir le maître de son histoire, chacun est pareillement unique et fier de ses différences. La personne discriminée subissant un traitement inégal, est victime d'une assimilation négative à un seul des caractères qui la constituent (le genre,

l'origine, l'apparence physique etc.), ses autres caractéristiques étant gommées, occultées. Ainsi la singularité peut devenir l'objet d'une discrimination, une forme de négation de l'égalité et donc être vécue comme une injustice. On peut parler de communautés d'épreuves en matière de discriminations, communautés non structurées qui se trouvent dans la nécessité de se présenter sous une espèce de stéréotype réducteur auquel on les assigne pour le combattre.

La Démocratie comme régime politique n'est plus dissociée de la Démocratie comme forme de Société.

Deux types de discriminations ont d'abord retenu l'attention, celles concernant les femmes et celles liées à l'origine. Pour les premières des progrès importants ont eu lieu du fait des luttes féministes la cause étant reconnue importante mais n'est pas encore complètement aboutie. Pour les secondes le cheminement est lent. L'intégration sera rapidement réduite à la question de la Laïcité (en 2012 est créé l'Observatoire de la Laïcité), mettant en avant une volonté de séparatisme en corrélation avec la question de la Religion. L'attention portée aux discriminations a suscité un ensemble de débats idéologiques. Certains auteurs ont estimé que ce type d'approche ne pouvait nourrir que des projets très minoritaires, négligeant la question sociale minimisant la réalité de la lutte des classes. « Il ne faut pas oublier que la classe d'appartenance reste le facteur déterminant autour duquel s'arriment les autres dimensions de l'identité des personnes » (Stéphane Beaud et Gérard Noiriel). Une crainte aussi existe d'une culture politique favorisant le séparatisme, le communautarisme.

Certains philosophes de la Reconnaissance (Hegel, Charles Taylor, Axel Honnet) appréhendent l'Égalité comme une qualité du lien social, qui au cœur des épreuves de la vie se détériore. Pour surmonter les épreuves, la reconnaissance d'autrui est un moyen de retrouver l'estime de soi ce qui construit positivement les individus. La reconnaissance sociale témoigne de diverses façons symboliques mais aussi pratiques de l'importance de chacun pour la collectivité ce qui est indispensable pour la construction démocratique. Cet impératif de reconnaissance s'impose avec le plus d'évidence dans l'épreuve de la discrimination. C'est le terme de respect qui s'est souvent imposé pour conjurer le spectre de la discrimination.

### LES EPREUVES DE L'INCERTITUDE

La condition humaine a toujours été caractérisée par la précarité de la vie, et les hommes et les femmes ont toujours cherché à la réduire. L'incertitude pour l'individu c'est l'éventualité d'un accident, d'une maladie, d'une perte d'emploi ou autre catastrophe. Au niveau collectif, les guerres, les famines et les épidémies ont toujours été des risques incertains.

L'Etat moderne a fondé sa raison d'être et sa légitimité sur le projet de protéger sa population des périls qui pouvaient la menacer. Le traitement des expressions individuelles de l'incertitude a été essentiellement marqué par la mise en place de l'Etat-Providence, de l'ordre d'une société assurancielles. L'introduction de la notion de risque a bouleversé l'appréhension de la question sociale. La technique assurancielles allait permettre une gestion probabiliste des risques, le risque étant mesurable donc calculable. Le problème était d'accorder le principe de solidarité (la société a une dette envers ses membres) avec le principe de responsabilité (chaque individu est maître de son existence et doit se prendre en charge), d'articuler droit (objectif) et comportement (subjectif). Grâce aux cotisations des systèmes d'assurances obligatoires, l'Etat-Providence a réduit les incertitudes de la vie. Ce système s'est adapté en fonction des évolutions de la société, des contraintes budgétaires, des changements politiques et de l'apparition de nouvelles incertitudes. Notamment avec la pandémie de la Covid 19 et les dérèglements climatiques, il faut repenser les structures et les modes d'intervention de l'Etat quant aux incertitudes collectives. Sur le plan économique, de nouveaux facteurs ont multiplié les incertitudes (déshindustrialisation, crises financières, restructurations). Au niveau démographique, l'allongement de l'espérance de vie soulève de nouvelles questions (retraites, dépendance). Tous ces changements obligent à repenser l'Etat-Providence. Comment prendre en charge ces nouvelles incertitudes, ces nouvelles précarités, exclusions ? Les incertitudes contemporaines liées à une quête de protection et de sécurité redéfinissent la question sociale.

Les épreuves la vie ont toujours existé mais ont pris une importance croissante rendant le risque moins facile à anticiper, moins probabilisable donc moins assurable. Les parcours d'emploi sont plus chaotiques, les vies familiales plus fragiles, les restructurations économiques plus rapides. Aussi les différences de parcours biographiques prennent de plus en plus d'importance. Les événements auxquels font face les individus structurent leur vie autant que leurs conditions économiques ou culturelles d'où la nécessité de porter plus d'attention à ces spécificités de situations.

Tous ces changements ont mis à jour un certain nombre de trous dans le filet de protection de l'Etat.

Même si le fait d'être exposé à des formes d'insécurité peut être objectivement apprécié, le sentiment d'insécurité est plus subjectif et indexé sur des attentes existentielles fortes mais vagues donc difficiles à satisfaire. « Le sentiment d'insécurité n'est pas exactement proportionnel aux dangers réels qui menacent une population. Il est plutôt l'effet d'un décalage entre une attente socialement construite de protections et les capacités effectives d'une société donnée à les mettre en œuvre » (R.Castel). La peur du déclassement est accentuée par l'indétermination de la réalité du futur.

Dans une Société qui valorise l'initiative, une idée sous-jacente se développe : c'est à chacun de trouver les moyens de sortir des difficultés, une sorte d'utopie de la réinvention de soi comme remède aux épreuves de la vie. Cette voie d'obédience libérale peut aussi être aidée par des solutions plus individualistes de la part de l'Etat (RSA, aides aux entreprises, aides aux étudiants). Ajoutons à ceci les interventions des associations caritatives. Par ailleurs des recherches se poursuivent en direction de l'invention de nouveaux types de mécanismes universels comme le Revenu Universel qui continue de susciter de nombreux débats.

Une enquête récente a mis en évidence 10 menaces perçues comme majeures pour le futur avec 1/3 seulement concernant les problèmes économiques et sociaux. Les ¾ du public considèrent que le monde est devenu plus incertain et que l'existence même de ce monde est en jeu. Aux risques sociétaux des menaces d'humanité.

Si le risque est mesurable, les menaces ne le sont pas ! Se pose alors le problème du système d'indemnisation financé par une cotisation obligatoire. Les menaces actuelles peuvent affecter des populations plus larges et l'approche n'est plus adaptée. La seule possibilité de tels événements suscite une anxiété croissante à distinguer de la peur, qui elle, a un objet déterminé auquel on peut se confronter et a un effet protecteur en invitant à la vigilance, à la prudence si elle n'est pas inhibante. L'anxiété ne se fonde sur rien de spécifique. C'est un type d'émotion ressenti par un individu mais elle peut aussi définir l'état d'esprit d'une société. Mais comment gouverner l'anxiété ? D'abord œuvrer pour prévenir l'avènement de menaces Des moyens illusoire peuvent aussi être trouvés pour rationaliser l'anxiété en niant la réalité ou en inventant un monde imaginaire avec des théories complotistes dénonçant des coupables cachés. Dans ce cas, l'illisibilité est de la sorte rapportée à une entreprise mondiale organisée de dissimulation au service d'un projet de domination, ou d'exploitation des gens ordinaires, tirant toutes les ficelles. Le WEB diffusant un chaos informationnel conduit à ce que les données objectives et vérifiables coexistent avec de simples opinions et rumeurs traitées de la même façon. Les théories du complot ont à la fois une fonction cognitive et politique doublée d'une fonction psychologique. « Une idée fausse mais claire et précise aura toujours plus de puissance qu'une idée vraie et complexe » (Tocqueville). D'un autre côté l'appréhension technologique du monde conduit aussi à une simplification en n'exposant pas avec clarté la nature des incertitudes. Gouverner l'anxiété implique de permettre aux citoyens d'appréhender objectivement les incertitudes. Les citoyens doivent aussi être rendus plus conscients de leur responsabilité sans être infantilisés, avoir confiance dans leurs relations avec les gouvernants pour une Démocratie plus forte, plus active, plus ouverte à l'intervention des citoyens.

Mais il faut faire entrer le long terme en Démocratie ce qui est souvent très mal intégré dans leur fonctionnement, avec une préférence pour le présent avec comme baromètre la fréquence des élections. Mais il fallait aussi rompre avec le temps immuable des visions religieuses et monarchiques du monde. Le long terme a toute sa place dans l'ordre constitutionnel. Les constitutions sont structurellement les gardiennes de la mémoire des principes organisateurs de la vie commune, et doivent être respectées par les assemblées parlementaires et les pouvoirs exécutifs. Elles veillent sur les Droits de l'Homme et l'esprit des institutions. On pourrait imaginer qu'elles intègrent aussi le souci des générations futures, qui pour le

moment est pris en compte par d'autres institutions. Peut-être faut-il redéfinir et renforcer l'Etat et la notion de service public dont la temporalité va au-delà de celle des gouvernants. Il faut introduire le futur dans la conduite du présent plutôt que de repousser dans le futur les questions délicates à traiter. Le fait de réfléchir aux problèmes dans une perspective de long terme conduit à revenir à la notion de population comme une communauté de destin, les menaces d'humanité ayant un impact uniforme directement collectif. C'est alors le bien-être du plus grand nombre qui compte. Les individus forment aussi une communauté de citoyens.

Ainsi l'épreuve de l'incertitude interroge les Démocraties sur leurs fondements autant qu'elle nourrit l'anxiété des individus.

## CONCLUSION

Si les épreuves de la vie conditionnent en profondeur le quotidien des femmes et des hommes et disent la vérité de l'état d'une société, une des fonctions essentielles de la politique doit donc être d'aider à en réduire le poids dans les existences. Les épreuves sont liées aux émotions qu'elles suscitent en réaction ce qu'ont bien compris les populistes. Les affects poussent les gens à agir, à s'opposer. Les partis populistes sont devenus des entrepreneurs d'émotions. Ils donnent sens et forme aux mécontentements sociaux en devenant les forces d'expression du ressentiment, de l'indignation, de l'amertume ou de la défiance qui s'expriment de façon diffuse. Ils les instrumentalisent pour les transformer en force politique d'opposition. Mais ils le font sans s'attaquer aux mécanismes et aux structures qui sont la cause des épreuves et des émotions qui en découlent. Dans les partis populistes l'Egalité n'est pensée que sous les espèces 'une homogénéité réglée par des mécanismes d'exclusion, par le rejet d'autres groupes, par le racisme.

Une vision technocratique du monde considère les émotions comme un danger pour la Démocratie. Elles sont génératrices d'irrationnalité, susceptibles d'alimenter les formes les plus destructives de la démagogie. Il ne faut retenir que ce qui est objectif, mesurable donc rationnellement discutable. (les intérêts économiques). Les élites baignées dans la culture technocratique étaient insensibles à la dimension émotionnelle du monde social donc aveugles aux épreuves de la vie des citoyens.

La vision libérale républicaine de l'égalité des chances est plus séduisante à priori, plus morale mais se heurte à une double limite : celle de la socialisation des individus notamment en famille, et au fait que la méritocratie rend la société inflexiblement hiérarchique.

Une troisième voie, celle de concevoir une politique démocratique des épreuves au cœur de l'action publique. Déjà certaines épreuves de l'individualité ont commencé à être prises en compte grâce à certains mouvements. Il faut parvenir à la construction d'une société « des semblables » dans laquelle chacun est respecté, reconnu comme utile à la collectivité, établi dans sa dignité, valorisé dans sa singularité. Il faut aussi trouver de nouveaux indicateurs d'appréciation subjective de la vie personnelle des citoyens, des statistiques alternatives afin de mieux représenter la société, de rendre plus visibles les épreuves de la vie.

